

Chère camarade, cher camarade,

Un Congrès est le moment pour chacun d'entre nous de prendre ses responsabilités.

Pourquoi sommes-nous inquiets ?

Nous pressentons tous ce que sera l'intensité et la brutalité de la crise sociale que les français et les européens vont subir de plein fouet et dont ils ne devinent que les prémices : plans sociaux, délocalisations, licenciements, chute du pouvoir d'achat, dégradation des conditions de travail, relégation sociale, recul des services publics. Le tableau est noir.

Nous savons aussi qu'il n'est pas automatique que cette crise mondiale génère un progrès. Car toute crise sociale débouche tôt ou tard sur une crise politique. Et les conséquences de celle-ci sont aujourd'hui imprévisibles.

Vers qui se tourneront ceux qui jugeront leur avenir et celui de leurs enfants bouché, ceux qui penseront que voter ne change rien à leur situation ? Vers les socialistes ? Peut-être, mais rien n'est sûr.

Partout en Europe les nationalismes, les replis communautaires ou xénophobes resurgissent. Ils prospèrent déjà sur le terreau d'une désespérance sociale croissante. Et cette menace grandit.

Dans ce contexte extraordinaire, notre responsabilité collective est d'abord de nous tourner vers les nôtres : les milieux populaires, les salariés, les retraités, les chômeurs, les précaires, les jeunes, les classes moyennes victimes du déclasserment. Nous devons les assurer qu'au cœur des collectivités que nous dirigeons et de l'opposition nationale que nous incarnons, nous serons les fers de lance de la résistance au démantèlement des services publics, aux lois liberticides, à l'injustice fiscale ainsi qu'à la poursuite de la dérégulation sociale : retraite à 70 ans, démolition du code du travail.

Mais résister ne suffit pas. Il faut aussi dire ce que nous voulons changer. Car nous assistons à la fin d'une période historique. Il nous revient de dire si nous voulons participer activement à celle qui s'ouvre. Reims peut être le théâtre d'un grand congrès socialiste, celui d'un parti redevenu architecte et bâtisseur.

Pour cela, nous savons que nous devons préalablement changer nous-mêmes. Le Parti socialiste doit : changer d'orientation, changer de stratégie, changer de comportements.

Qu'est ce qui nous désole tous ? La conviction que nationalement le PS n'est plus tout fait aux côtés des français mais à coté de leurs problèmes. L'impression que notre parti, satisfait de ses mandats locaux, reste uniquement occupé de lui-même et que rien ne peut le divertir de ses querelles de pouvoir.

Qu'est ce qui nous meurtrit tous ? Le choc de voir Sarkozy à chacune de ses réformes, s'amuser des tergiversations des socialistes quand il ne brandit pas carrément le soutien de quelques uns d'entre eux.

Mais nous pouvons aussi être confiants. La crise mondiale convoque partout le retour de solutions politiques qui appartiennent au répertoire de la gauche : redistribution des richesses pour freiner l'explosion des inégalités, régulation des marchés, maîtrise des échanges commerciaux, intervention de la puissance publique dans le champ économique.

Sans le secours des Etats dont ils réclamaient et organisaient le démantèlement, que seraient devenus les marchés financiers ? Nous savons maintenant que lorsque le politique prime, les marges de manœuvre existent. Rien n'est donc plus fatal. Et certainement plus, le fait que les inégalités se creusent, que l'environnement se dégrade, que la pauvreté augmente en dépit d'une croissance globale de la richesse mondiale.

La crise nous ordonne d'être courageux, volontaires et ambitieux. La droite radicale au pouvoir nous commande d'être forts, résolus et rassembleurs. Le contexte appelle donc des réponses radicales et crédibles à la fois.

C'est pourquoi je vous propose que le 6 novembre, nous mettions ensemble le parti socialiste sur la voie de la reconquête et du changement.

Dans cette période de crise, nous devons être l'alternative aux réponses du gouvernement : mieux vaudrait, par exemple, garantir l'accès des français à la propriété plutôt que voler au secours des promoteurs. Nous devons sans délai proposer un plan d'urgence sociale pour obliger le gouvernement à mobiliser les moyens d'amortir les conséquences immédiates de la crise : moratoire sur les libéralisations en Europe. Suspension de la privatisation de la Poste et création d'un pôle financier public pérenne. Lutter efficacement contre les délocalisations, interdiction des licenciements dans les entreprises qui réalisent des profits, baisses ciblées de TVA, augmentation des minima sociaux, création d'un bouclier logement. Ce véritable bouclier social doit être financé par la suppression immédiate du paquet fiscal.

Nous devons simultanément préparer les conditions de la reconquête du pouvoir. C'est pourquoi je milite pour l'organisation de conventions thématiques ouvertes à nos partenaires de gauche pour préparer les axes d'un nouveau programme commun dont, la réorientation de la construction européenne, la réforme fiscale, la politique salariale, le réexamen d'un libre-échange sans limites par sa mise en perspective sur le plan social, le développement durable, la VIème république ou le projet éducatif global seront les thèmes centraux.

Nous avons aujourd'hui un monde d'avance sur la droite, du moins du point de vue théorique. Pour relever l'épreuve de la crise sociale et politique qui s'annonce et pour engranger les conquêtes, il faut maintenant convaincre nos concitoyens. Il faut incarner une gauche vivante et décomplexée.

Cela commence le 6 novembre. Nous avons réussi lors de ce congrès à être la motion qui rassemble. Nos analyses, comme nos solutions sont aujourd'hui reprises par tous dans le parti. C'est pourquoi je vous invite à voter nombreux pour la motion C sans autre considération que celle de notre avenir commun, c'est le seul vote utile qui soit.

Nous pouvons réussir le changement.

*Le monde change. Il est temps de changer le PS.
Le 6 novembre, votez pour la motion C.
Je compte sur vous.*

Benoît Hamon